

PREMIERES RENCONTRES ANNUELLES DE LA FONDATION DE L'INNOVATION POUR LA DÉMOCRATIE

Grand-Bassam, 9-11 Juillet 2023

La Fondation de l'innovation pour la démocratie vous donne rendez-vous les **9, 10 et 11 juillet** prochains à Grand-Bassam pour ses *Premières Rencontres Annuelles* autour du thème **“La démocratie en Afrique : Etat des lieux et nouvelles directions”**.

Les Rencontres de Grand-Bassam sont les premières d'un cycle de trois rassemblements organisés en collaboration avec des institutions africaines. Elles auront lieu tous les ans au mois de juillet.

Elles rassemblent trois catégories de participant.e.s: (1) des chercheur.e.s et représentant.e.s du monde académique ; (2) des acteurs et actrices, militant.e.s et activistes de la société civile; (3) des responsables d'institutions engagées dans l'accompagnement des initiatives en faveur de la démocratie en Afrique.

Espace de dialogue transversal, elles visent trois objectifs: (1) construire, par le biais de “regards croisés”, des diagnostics communs sur les situations de la démocratie sur le continent; (2) prendre la mesure des innovations en cours dans les pratiques démocratiques, dans la perspective d'en connaître les acteurs et actrices, de les mettre en réseaux, d'en dresser ultérieurement la cartographie et d'en amplifier la visibilité et l'impact; (3) imaginer des formes neuves de financement des initiatives démocratiques, en particulier dans les domaines de la recherche, de la formation et de la mobilisation.

Moment singulier d'une programmation élargie (<https://www.innovationdemocratie.org>), les *Rencontres Annuelles* découlent d'une série de constats.

Notre continent fait l'expérience de transformations multiples et simultanées. D'ampleurs variables, elles touchent tous les ordres de la société. Elles se traduisent par des ruptures en cascade, une intensification des luttes pour l'accès aux moyens d'existence, l'apparition de nouvelles inégalités et de nouveaux conflits, notamment entre genres et générations, et des formes inédites de mobilisation de masse.

Ces transformations sont aussi à l'origine d'une effervescence créative et artistique sans précédent. Sur le terrain, de nouvelles manières de penser, de s'organiser et d'agir émergent. Elles sont portées par de nouvelles générations d'acteurs et actrices souvent peu connu.e.s et mal identifié.e.s. L'arrivée dans l'espace civique de ceux et celles qui sont né.e.s dans les années 1990 en particulier et qui ont grandi dans un temps de métamorphoses accélérées constitue, à cet égard, un événement-charnière.

Il coïncide avec un réveil technologique de l'Afrique, la montée en influence des diasporas, l'intensification des pratiques de mobilité et de circulation, et la quête multiforme de modèles de développement puisant dans la richesse de nos héritages et traditions propres. Enjeux démographiques, économiques et politiques s'entrecroisent désormais, ainsi que l'attestent les contestations, en cours, des formats politico-institutionnels issus de la décennie 1990, l'emprise croissante du néo-souverainisme sur les imaginaires et la défiance croissante à l'égard de la démocratie et autres modèles importés.

Cette défiance va néanmoins de pair avec le désir des populations africaines de vivre dans des Etats de droit où les libertés fondamentales sont garanties par la constitution ; où l'alternance au pouvoir est la norme plutôt que l'exception ; où les dirigeants, respectueux des citoyens et redevables à leurs peuples sont choisis librement et défendent les intérêts et la souveraineté du continent sur la scène internationale.

Comment transformer ce désir en réalité ? Comment, parmi les différentes alternatives qui s'offrent à nous, repérer, nourrir et accompagner les formes émergentes de pensées et d'action en faveur de la démocratie en Afrique ? Telles sont les questions centrales qui serviront de fil directeur à nos débats.

Programme

Dimanche 9 Juillet 2023

8h00 – 18h00

Construire des diagnostics communs sur les situations de la démocratie en Afrique

8 :00 - 8 :20

Séance d'ouverture (15 mns)

8 : 20 - 9 : 05

CONFERENCE D'OUVERTURE

Leurres et lueurs des transitions démocratiques en Afrique (45 mns)

Le bilan des expériences africaines de démocratisation entamées depuis les années 1990 et relancées au détour des “printemps arabes” est contrasté. Aujourd’hui, face aux difficultés du quotidien, parfois extrêmes, nombreux sont celles et ceux qui se demandent si, dans la compétition entre les régimes démocratiques et les régimes autoritaires, ces derniers ne seraient pas plus efficaces pour délivrer des services et biens publics, réduire la pauvreté, construire des systèmes fonctionnels de soins de santé et d’éducation, garantir la sécurité et promouvoir une croissance économique inclusive.

Ces interrogations sont corroborées par les quelques changements intervenus au sommet de l’Etat, un temps prometteur, mais qui n’ont que peu influé sur l’organisation sociale elle-même et sur les arrangements institutionnels régulant les rapports entre l’Etat et la société. Assombri par l’évolution récente de nombre de régimes africains, le tableau général montre un net recul des progrès engrangés depuis l’introduction du multipartisme et une polarisation sociale d’autant plus accentuée que dans maints pays, les grandes réformes politiques et constitutionnelles ont été simplement abandonnées. Quelles sont les raisons structurelles qui expliquent la fragilité et la faible capacité transformatrice des expériences démocratiques africaines ? Sur quels leviers culturels et quelles forces sociales pourrait-on s’appuyer pour relancer le projet démocratique sur le continent ?

Modérateur : Achille Mbembe (Cameroun)

Intervenant : Mamadou Diouf (Sénégal), Columbia University

9 : 05 – 10 : 05

PANEL 1

Par quoi se sont soldées les expériences de réforme des années 1990 ? (1h)

Depuis les années 1990, la réforme de l’Etat et la démocratisation des régimes politiques africains sont systématiquement abordées dans une perspective managériale et néo-institutionnaliste. Celle-ci accorde une place de choix aux méthodes d’incitation financière issues du *new public management*. C’est sur cette base qu’un nombre important d’interventions standardisées ont été conçues depuis une génération. Les changements institutionnels et législatifs menés au cours des années 1990-2000 visaient, entre autres, la réforme de l’administration publique, le renforcement de l’effectivité des systèmes judiciaires, le développement de capacités indépendantes de contrôle des dépenses de l’Etat et d’audit de la gestion des ressources publiques, la décentralisation et l’intensification des interfaces entre l’Etat, le secteur privé et la société civile. Par quoi se sont soldées ces réformes ? A quelles nouvelles ressources ont-elles permis d’accéder ? Quelles nouvelles contraintes imposent-elles aux acteurs locaux ? De quelles normes favorisent-elles l’importation ? Démocratie et “Etat développeur” sont-ils compatibles ?

Modératrice : Kathryn Nwajiaku-Dahou (Royaume-Uni)

Intervenants :

Simon Bouteloup (France)

Economiste, consultant

Jean-David Naudet (France)

Agence Française de Développement

Fondation de l’innovation pour la démocratie - 1 Jan Smuts Avenue, Braamfontein, Johannesburg - Afrique du Sud

www.innovationdemocratie.org

10 : 05 - 11 :30

TABLE RONDE 1

Se mobiliser en Afrique : retour sur quelques parcours militants (1h)

Les mobilisations en faveur de l'égalité, de l'Etat de droit et de la démocratie ont une longue histoire sur notre continent. A l'époque coloniale, elles portaient essentiellement sur l'abolition du code de l'indigénat et des travaux forcés, le droit à l'autodétermination et la construction d'un Etat fédéral africain. Menées par des leaders charismatiques, elles ont donné naissance à plusieurs traditions de pensées et de luttes dont certaines continuent de nourrir les aspirations des jeunes générations. C'est notamment le cas du panafricanisme. Après une longue période d'hibernation, l'on a assisté, au sortir des années 2000, à une recrudescence de mouvements citoyens dont la plupart ont éprouvé d'énormes difficultés à se transformer en alternatives politiques dans leurs pays. Quel regard critique peut-on porter, aujourd'hui, sur ces initiatives ? Quelles sont les pensées de l'émancipation qui les sous-tendent ? Quelles perspectives nouvelles offrent-elles en matière de démocratie ?

Modératrice : Lova Rinel (France/Madagascar)

Intervenants :

Fadel Barro (Sénégal)

Co-fondateur du mouvement "Y en a Marre"

Fred Baum Winga (RDC)

Militant au sein du mouvement citoyen "Lutte pour le changement" (LUCHA)

Alexandre Amani (Côte d'Ivoire)

Coordinateur du mouvement citoyen Tournons la Page - Côte d'Ivoire

11 :30 - 11 :45

Pause-café

11 :45 - 12 : 45

PANEL 2

La démocratie électorale : entre putschs militaires, successions dynastiques et troisièmes mandats (60min)

Une vive concurrence oppose, sur le continent, le projet démocratique au projet néo-souverainiste. La critique du modèle démocratique puise à diverses sources. Elle repose d'abord sur la distinction entre démocratie administrative (qui se satisfait du formalisme électoral, et que beaucoup qualifient de « démocratie des riches ») et démocratie substantive. L'argument, maintes fois documenté et justifié, est que la démocratie administrative n'est pas un facteur fondamental de bonne gestion des affaires publiques et de croissance économique durable. Elle n'aurait pas non plus répondu aux attentes d'égalité et de justice des populations, (à commencer par les jeunes) et à leurs aspirations à un accès équitable aux biens publics, en toute sécurité. Ce faisant, elle aurait mis en danger non seulement la souveraineté des Etats, mais encore elle aurait amenuisé les possibilités d'un accès équitable des communautés aux moyens d'existence. Qu'en est-il exactement ? Quelles sont les raisons structurelles qui expliquent le relatif échec de la démocratie libérale sur le continent et comment mieux définir, en creux, la démocratie substantive de nos rêves ?

Modérateur : Arthur Banga (Côte d'Ivoire)

Intervenants :

Joshua Walker (Etats-Unis/RD Congo)

Directeur des programmes Congo Research Group

David Oueza (Côte d'Ivoire)

Tournons la Page – Côte d'Ivoire

Kabran Aristide Djane (Côte d'Ivoire)

Université Peleforo Gon Coulibaly (UPGC) de Korhogo

12 :45 – 14 : 45 : Déjeuner

14 : 45 – 15 : 45

PANEL 3

Perceptions de la démocratie : Impositions, décentrement, souverainetés (60 min)

La plupart des grandes transformations que le continent aura connues ont souvent été précédées par d'importantes mutations dans le champ de la culture et des imaginaires. D'autres ont été soutenues par des mouvements d'idées d'ampleur variable et par un profond renouvellement de la pensée. Aujourd'hui, face aux transformations de l'ordre mondial et à la recomposition - évolutive mais toujours défavorable à l'Afrique - des asymétries, de nouvelles mobilisations se font, à titre d'exemple, au nom du panafricanisme. La mémoire des héros des grandes luttes pour l'émancipation africaine est réactivée - Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Cheikh Anta Diop, Thomas Sankara, Ruben Um Nyobe etc... Partout sur le continent, l'on assiste à un nouveau discours sur la souveraineté et l'autodétermination. Toutes générations confondues, des voix se lèvent. Elles critiquent l'imposition de "valeurs occidentales", appellent à la décolonisation et promeuvent des "valeurs endogènes". Dans un cas comme dans l'autre, ces énonciations sont elles-mêmes polysémiques et ambiguës. Elles permettent de réfléchir aux perceptions dont la mondialisation et la démocratie sont l'objet. Il convient de se pencher sur ces mutations et de s'interroger sur leurs ressorts et sur ce qu'elles nous disent. Quels sont, de nos jours, les grands courants de pensée qui animent les jeunes générations ? Qu'est-ce qui explique leur emprise sur les imaginaires contemporains ? A quelles conditions un panafricanisme réinventé pourrait-il contribuer aux débats en cours sur les nouveaux enjeux planétaires et, au-delà, la construction d'un monde commun ?

Modérateur : Richard Makon (Cameroun)

Intervenant.e.s :

Laurent Vidal (France)

Institut de Recherche pour le Développement

Bado Ndoye (Sénégal)

Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Jean Eudes Biem (Cameroun)

Centre International de Recherche et de Documentation sur les Traditions et les Langues Africaines

Gérard Eddie Guipie (Côte d'Ivoire)

Université Gon Coulibaly, Korogho

15 : 45 – 16 : 00

Pause-café

16 : 00 – 16 : 45

CONFERENCE 2

Réflexions sur les conditionnalités démocratiques (45 min)

Des divers types de conditionnalités qui ont été imposées aux Etats du continent au cours de leur histoire récente, celles émanant des institutions financières internationales ont peut-être été les plus ambitieuses. Elles ne visaient rien de moins que la restructuration des modalités de l'insertion africaine dans la mondialisation. A titre d'exemple, la Banque mondiale et le FMI n'ont consenti à mettre leurs ressources à la disposition des emprunteurs africains que lorsque ces derniers ont accepté de mettre en place un cadre de politique macroéconomique conforme à leurs desiderata ; d'exécuter l'ensemble du programme de réforme d'une manière jugée satisfaisante par les bailleurs de fonds et d'accomplir les changements politiques, juridiques et institutionnels exigés par les mêmes acteurs externes. Au-delà de ses résultats proprement économiques, l'utilisation du pouvoir de créancier a surtout permis la diffusion des idéologies et pratiques du secteur privé dans le continent, le culte de l'entrepreneuriat se soldant le plus souvent par davantage d'extraversion matérielle et culturelle et les consommations importées. Si l'insertion dans la mondialisation s'est surtout faite par le libéralisme, comment se fait-il qu'elle n'ait pas débouché sur la création de sociétés libérale et la démocratie du même nom ?

Modératrice : Richard Makon (Cameroun)

Intervenant : Célestin Monga (Cameroun), Harvard University

16 :45 - 18 :00

TABLE RONDE 2

Accès à l'information et exercice de la citoyenneté : comment peut-on redonner la parole à celles et ceux que l'on entend le moins ?

L'information occupe une place centrale dans la démocratie. Renforcer la capacité des acteurs et des actrices à s'informer, à saisir la complexité des enjeux, à explorer la diversité des opinions, et à se forger un esprit critique autant qu'une opinion éclairée sur les sujets d'intérêt commun contribue à améliorer la qualité du débat public. Celle-ci ne repose-t-elle pas sur l'existence d'arguments basés sur des faits établis ? Accroître la possibilité d'accès à des données fiables est par conséquent nécessaire à l'exercice de la citoyenneté. A l'heure de la désinformation et des Fake News, comment peut-on redonner la parole à ceux et celles que l'on entend le moins ?

Modérateur : Malick Diawara (France)

Intervenant.e.s :

Mahamat Mamadou Djimtebaye (Tchad)

Journaliste et fondateur de la plateforme Tchadinfos

Lova Rinel (France/Madagascar)

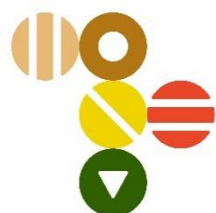
Chercheuse indépendante

Malick Konaté (Mali)

Journaliste

Codou Loum (Sénégal)

Journaliste et militante féministe



**FONDATION
DE L'INNOVATION
POUR LA DÉMOCRATIE**

Lundi 10 Juillet 2023
8 h30 - 17h30 / 19h30 – 21h30

Identifier et accompagner les pratiques démocratiques innovantes

8 :30 - 9 :15

CONFERENCE 3

Culture et démocratie : produire de nouveaux récits et imaginer des futurs alternatifs (45 mns)

En Afrique, la démocratie a besoin de ses lieux culturels. La plupart de ces lieux sont des lieux mixtes et ouverts (la rue, la cour, la place du marché, le bar, le lieu du culte, l'arbre à palabre). C'est ici que se conçoivent les processus de production et de diffusion culturelle. De plus en plus, ceux-ci passent aussi par l'espace digital. Pour réinventer la démocratie en Afrique, il faudra inévitablement puiser dans les ressources qu'offrent ces espaces hybrides et hétérogènes. Il faudra par ailleurs puiser dans les cosmogonies africaines, l'oralité, la longue histoire des mythes, et surtout la force et la puissance expressive et créative des arts anciens et contemporains. Quels modèles économiques et de gouvernance s'esquissent dans ces espaces ? Comment les transformations induites dans le champ de l'action culturelle impactent-elles nos façons d'imaginer la démocratie ? Dans quelle mesure peut-on dire que la culture et les arts contribuent à l'émergence de nouveaux récits de l'émancipation et nous aident à imaginer des futurs alternatifs ?

Modérateur : Jacques Jonathan Nyemb (Cameroun)

Intervenante : Sabrina Kamili (France/Maroc), *Entrepreneure et activiste culturelle, spécialiste des industries culturelles et créatives (ICC)*

9 : 15 – 10 : 15

TABLE-RONDE 4

Nouvelles formes de mobilisation et d'action collective : comment identifier les innovations, les cartographier et mettre les initiatives en réseau ? (60 min)

Les trois dernières décennies ont été caractérisées par une politisation inédite de la souffrance sociale et des questions culturelles, la diversification des formes de mobilisations protestataires, l'émergence de nombreux mouvements citoyens et une recrudescence des initiatives contestant la façon dont est gérée la chose publique. Les jeunes et les femmes ont été à la pointe de ces transformations. En dépit de leur extrême fragmentation, ces dynamiques *par le bas* ont été le creuset de maintes innovations en matière de militantisme de terrain, d'utilisation des technologies de l'information, de renouvellement des pratiques idiomatiques, voire de production et de circulation de nouveaux savoirs. De nombreux projets portés par des collectifs à l'échelle locale, régionale ou nationale ont aussi vu le jour. Il en est de même de plateformes flexibles et mobiles. Elles cherchent à améliorer la transparence de la vie publique et à favoriser les logiques collaboratives, entre pairs, dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques. Qu'est-ce qui explique la montée de ces forces ? Quelles avancées les caractérisent et quelles sont les contraintes qui pèsent sur elles ? Comment et dans quelle mesure participent-elles à la reconfiguration des sociétés civiles africaines ? Quelle place font-elles aux idées ou aux récits ? Comment les identifier, les cartographier et les mettre en réseaux ? Comment mieux comprendre et accompagner les changements endogènes qu'elles initient ?

Modérateur : Doudou Dia (Sénégal)

Intervenant.e.s :

Rukia Bakari (Sénégal)

Senior Program Officer Women, Peace and Security, Gorée Institute

Fousseini Diop (Mali)

Association des jeunes pour la citoyenneté active et la démocratie (AJCAD)

Fred Bauma Winga (RDC)

Directeur exécutif à Ebuteli, Institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence

10 : 15 – 10 : 30 : Pause-café

Fondation de l'innovation pour la démocratie - 1 Jan Smuts Avenue, Braamfontein, Johannesburg - Afrique du Sud
www.innovationdemocratie.org

10 : 30 – 11 : 15

CONFERENCE 4

Démocratie, société civile et forces religieuses (45 mns)

Le concept de “société civile” est devenu incontournable dans le lexique politique international. Si, en Occident, il repose à l’origine sur une distinction entre le privé et le public, tel n’est pas nécessairement le cas en Afrique où ces catégories demeurent, pour l’essentiel, floues et les “réseaux” bien plus aptes à traduire des configurations socio-culturelles et des intérêts sans cesse changeants. Certes, en bien des régions du continent, il existe des institutions d’enseignement, des chambres de commerce, des organisations syndicales, des associations professionnelles etc... Les sphères intermédiaires de médiation restent cependant faibles et souvent, la revendication des droits se fait par le biais de maints réseaux familiaux, voire clientélistes. C’est dans ce contexte que le rôle de contrepoids joué par les forces religieuses s’avère significatif. C’est le cas des nouvelles formes du pentecôtisme. C’est aussi le cas de l’Islam. Ceci étant, le partage classique entre le politique et le religieux est-il véritablement pertinent ? Comment opère-t-il dans la pratique et avec quelles conséquences sur le projet démocratique ?

Modératrice : Achary Lamyaa (Maroc)

Intervenant : Bakary Sambe (Sénégal), Directeur Timbuktu Institute

11 : 15 – 12 : 30

TABLE RONDE 5

Démocratie locale et ressources de la citoyenneté : comment modéliser et diffuser les pratiques de participation ? (60 min)

Dans l’histoire et les traditions africaines, c’est souvent au niveau local et au sein de petites communautés de base et d’associations de proximité que s’esquissent les expériences les plus significatives de participation directe, de représentation citoyenne élargie, voire de pratiques substantives de démocratie. C’est aussi à ce niveau que se négocient le mieux les défis concernant l’accès équitable aux moyens d’existence. Aujourd’hui, le désir de démocratie s’incarne de nouveau au plus près du terrain, dans diverses pratiques et expériences locales qu’il s’agit de cartographier, de modéliser et d’accompagner. C’est le cas des luttes des femmes pour l’égalité, des minorités pour davantage de reconnaissance, des partis d’opposition, des syndicats et des médias pour se faire entendre. Parfois, ce désir est aussi contrecarré par des rivalités de terroir, les divisions ethniques et religieuses et d’autres conflits opposant des agriculteurs aux éleveurs ou des sédentaires aux nomades. Ces conflits et les compétitions qu’ils engendrent autour de la redistribution des ressources vitales (notamment la terre et l’eau, mais aussi les richesses du sol et du sous-sol) se sont parfois envenimés au détour des politiques de décentralisation. Dans ces conditions, la démocratie locale peut-elle se limiter à un simple transfert, par l’Etat et dans certains domaines de compétences, de pouvoirs d’un Etat à une collectivité locale ou régionale ? Quels pourraient être, dans le contexte africain, les outils de la démocratie locale ? De quelles ressources avons-nous besoin pour nourrir la citoyenneté ?

Modératrice : Mariame Sidibe (Mali)

Intervenant.e.s :

Jean Eudes Biem (Cameroun)

Centre International de Recherche et de Documentation sur les Traditions et les Langues Africaines

Hawa Ba (Sénégal)

Open Society Foundation

Marie Bjornson (France)

Conseil d’administration Fondation de l’innovation pour la démocratie

12 :30 –14 :30

Déjeuner

14 :30 – 15 :30

PANEL 4

Dans quelle mesure le droit peut-il être un instrument de défense de la liberté et d'affermissement des responsabilités civiques ? (60min)

Au moment des indépendances, les pays africains ont hérité d'une conception du droit profondément imprégnée des techniques et concepts du droit constitutionnel européen. Cette conception d'un droit positif monopolisé par l'Etat fait peu cas de la multiplicité et de la diversité des sources du droit en milieu africain. En effet, dans la plupart des communautés, le monde de la juridicité s'étend au-delà du périmètre du droit positif, lequel est venu se greffer sur des relations plus originaires (familiales, religieuses, commerciales et politiques) et d'autres modes de prise en charge des différends. Pour l'essentiel, ceux-ci s'inscrivent désormais dans les technologies du marché. Dans ces conditions, l'on peut se demander dans quelle mesure le droit peut-il être un instrument de défense de la liberté et d'affermissement des responsabilités civiques.

Modératrice : Arthur Banga (Mali)

Intervenant.e.s :

Arsene Konan (Côte d'Ivoire)

Coordonateur de programmes, ONG INDIGO

Richard Makon (Cameroun)

Responsable de programmes, Labo Centre, Fondation de l'innovation pour la démocratie

Mariame Sidibe (Mali)

Institut de Recherche pour le Développement

15 : 30 – 15 : 45

Pause-café

15 : 45 – 16 : 45

TABLE RONDE 6

Le numérique au service du projet démocratique : quels outils pour soutenir les collectifs ? (60min)

Les nouvelles technologies peuvent être un puissant outil de transmission des savoirs et d'expression publique des idées. Au demeurant, l'innovation démocratique sur le continent s'appuie en très grande partie sur l'essor du numérique. Mettre les nouvelles technologies de l'information et de la communication au service du projet démocratique, développer des solutions pour outiller les collectifs et démultiplier les liens de coopération est un enjeu crucial. Il ne s'agit pas seulement de partager des informations, d'accumuler des données ou de les décoder. Il s'agit aussi d'apprendre de nouveau à accoucher, ensemble, du sens. Comment ?

Modératrice : Codou Loum (Sénégal)

Intervenant.e.s :

Ifrikia Kengue (Congo-Brazzaville / Burkina-Faso)

Journaliste, co-fondatrice de la Ifrikiamag, spécialiste du journalisme mobile

Anderson Diedri (Côte d'Ivoire)

Journaliste, rédacteur en chef du site d'information Eburnie Today

Georges Macaire Eyenga (Cameroun/Afrique du Sud)

Université du Witwatersrand

Lancement de la plateforme numérique de la Fondation

16 : 45 – 17 : 30

CONFERENCE 5

Former les jeunes publics à la démocratie de 5 à 25 ans (45 min)

Inventer des formes crédibles de démocratie nécessite de s'appuyer sur les créations culturelles des personnes et des communautés elles-mêmes, de leurs savoirs et de leurs langages. Dans ce contexte, une attention particulière doit être accordée aux publics jeunes, car la délibération publique nécessite un temps long de co-apprentissage et d'expérimentation. La « participation » consiste à *imaginer* des formes incitatives et des processus de création qui rendent « la délibération plus démocratique » et pas seulement « la démocratie plus délibérative ». A travers des exemples concrets de pratique de la philosophie avec des jeunes publics (5 ans -25 ans) au Maroc, nous illustrons de quelles façons la philosophie peut encore jouer un rôle moteur dans la Cité et dans l'élaboration d'une « communauté terrestre ».

Modérateur : Bakary Sambe (Sénégal)

Intervenante : Housni Zbaghdi (Algérie), Maison de la philosophie

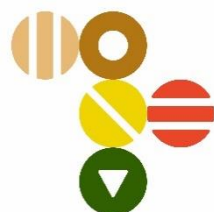
18 : 30 : départ vers Koumassi

19 : 30 – 21 : 30 : Commune de Koumassi (Abidjan) - Espace Agora

Rencontre citoyenne organisée par l'association Tournons la Page pour l'Alternance démocratique en Afrique avec la jeunesse de Koumassi

Thème : Les formes de contribution des jeunes et des femmes au renforcement de la démocratie en Côte d'Ivoire.

*Création du Labo Ouest-Méditerranée
En partenariat avec l'Institut Africain pour le Développement Economique et Social
(INADES-Formation)*



**FONDATION
DE L'INNOVATION
POUR LA DÉMOCRATIE**

Mardi 11 Juillet
8h30 – 18h30

Imaginer des futurs alternatifs

8 : 30 – 9 : 15

CONFERENCE 6

La démocratie à l'épreuve des féminismes africains (45 mns)

La démocratie est construite par des procédures, des délibérations, des expertises et des opinions qui s'expriment dans un cadre institutionnel pleinement inclusif. Or, de toutes les inégalités qui marquent les sociétés africaines et obèrent les possibilités de construction de la démocratie, les plus lourdes de conséquences pour le présent et l'avenir sont celles qui frappent les "cadets sociaux", en particulier les jeunes et les femmes. Ces deux catégories sont loin d'être homogènes. Les différenciations sociales qui les traversent et les conflits internes qui les opposent sont nombreux. A travers cette perspective critique, l'auteure mettra en évidence le lien intrinsèque entre la démocratie libérale, l'héritage colonial et le néocolonialisme. En examinant la manière dont les concepts et les pratiques démocratiques ont été importés et imposés par les puissances coloniales, elle remettra en question les fondements normatifs et les structures de pouvoir qui continuent d'influencer les systèmes politiques actuels. Cette analyse sera faite à travers le prisme du genre et de la diversité sexuelle et mettra en évidence la manière dont la démocratie libérale a reproduit des normes hétéronormatives et cisnormatives qui excluent les identités et les expériences non conformes. Elle explorera par ailleurs les mouvements décoloniaux et féministes qui remettent en question ces normes et proposent des visions alternatives de la démocratie ancrées dans les traditions politiques et culturelles locales. En mettant l'accent sur la déconstruction des héritages coloniaux, elle encouragera une réflexion collective sur la construction d'une démocratie plus inclusive, égalitaire et respectueuse des droits de toutes et de tous.

Modérateur : Sena Kwaku Adessou (Togo)

Intervenante : Achary Lamyaa (Maroc), Chercheure indépendante

9 :15 – 10 :15

TABLE-RONDE 6

Soutenir les communautés et renforcer le leadership féminin (60 min)

Au centre des nouvelles coalitions en faveur de la démocratie sur le continent se trouvent les femmes et les jeunes. Femmes et jeunes sont mues par une forte demande d'autonomie, de mobilité et de sécurité à laquelle les politiques de développement peinent à répondre. Bien que majoritaires du point de vue démographique, ces catégories sont minorées par les systèmes politiques existants composés principalement d'hommes âgés qui tendent à monopoliser la voix, et confisquent les rentes de toutes sortes. Ces catégories sociales dont les voix peinent à se faire entendre expriment avec le plus d'ardeur une volonté croissante d'être des acteurs de leur présent et futur. C'est en particulier le cas des femmes. Elles sont à l'avant-garde des principales expériences d'innovation en cours sur le continent, que ce soit dans le domaine technologique, socio-culturel, économique ou artistique.

Modératrice : Housni Zbaghdi (Algérie)

Intervenantes :

Désirée Deneo (Côte d'Ivoire)

Secrétaire générale de la « Ligue ivoirienne des droits des femmes »

Joan Bénédicte

Présidente de l'association "Stop au Chat Noir" (Côte d'Ivoire)

Sylvia Apata (Côte d'Ivoire)

Réseau International des Droits Humains

10 : 15 – 10 : 30 : Pause-café

10 :30 – 11 :15

CONFERENCE 5

Repenser le soutien à la gouvernance démocratique (45 min)

Un nouveau cycle de soutien à la démocratie est nécessaire. Au cours des trente dernières années, la plupart des approches de soutien à la démocratie portées par les bailleurs de fonds ont surtout privilégié la réforme de l'administration publique, le renforcement de l'effectivité des systèmes judiciaires, le développement des capacités indépendantes de contrôle des dépenses de l'Etat et d'audit de la gestion des ressources publiques et la décentralisation. D'autres ont été axées sur les droits humains et l'appui à la société civile. Parfois trop standardisées, ces approches ont-elles suffisamment pris en compte les contextes africains ? La relative inadaptation des outils et l'application monolithique de concepts importés n'ont-ils pas mis de côté la longue histoire de la démocratie en Afrique ? Faut-il changer de perspective ?

Modérateur : Mamadou Diouf (Senegal/USA)

Intervenante : Katherine Nwajiaku-Dahou (Royaume-Uni)

Directrice des programmes Politique et gouvernance, Overseas Development Institute

11 : 15 – 12 : 30

TABLE RONDE 7

Financement de la démocratie : comment renouveler les formes de soutien aux processus démocratiques ? (60 min)

Une concurrence acharnée entre différents modèles politiques est en cours à l'échelle globale. Elle n'oppose plus les régimes communistes ou socialistes aux régimes capitalistes. Elle a désormais pour enjeu la démocratie. L'Afrique est l'un des théâtres privilégiés de ce nouvel affrontement. En Afrique, nombre d'Etats se sont cependant avérés incapables d'assurer, via les impôts, des prélèvements suffisants pour fournir des biens publics et financer aussi bien les fonctions étatiques de base que la démocratie elle-même. Aujourd'hui, faute de ressources propres, l'essentiel du soutien financier à la démocratie passe par des acteurs internationaux, ce qui n'est pas sans poser des problèmes de tous ordres, à commencer par ceux qui ont trait à la souveraineté et à l'autonomie des acteurs locaux. Ce Panel se penchera sur la question des sources externes et internes de financement de la démocratie en Afrique. Qui finance quoi, pourquoi, comment, et avec quelles conséquences sur les dynamiques locales ? Quelles normes sont-elles véhiculées à travers les financements quelle est la nature des rapports qui, par le biais des financements, s'établissent entre donateurs et bénéficiaires ? Au vu des transformations de tous ordres en cours sur le continent et des innovations en cours, quelles seraient les formes les plus appropriées d'accompagnement et dans quels domaines prioritaires ? Quelle est la place des Africains eux-mêmes dans le financement de la démocratie en Afrique ?

Modérateur : Célestin Monga (Cameroun)

Intervenants :

Doudou Dia (Sénégal)

Directeur Exécutif, Institut Gorée

Ibrahima Aidara (Sénégal)

Sous-directeur régional, Open Society Foundation

Sena Kwaku Adessou (Togo)

Secrétaire Général, INADES Formation

Joshua Walker (RDC/Etats-Unis)

Directeur de programmes, Congo Research Group

12:30 - 14:30

Déjeuner

14 : 30 – 15 : 30

PANEL 5

Quel rapport existe-t-il entre la démocratie, la santé et les communs ? (45 mns)

Les grandes mutations technologiques, en particulier la numérisation des sociétés, de la culture et de l'existence elle-même ont des incidences majeures sur les conditions d'exercice de la démocratie et de la citoyenneté. Mais tel est aussi le cas de facteurs lourds, ceux qui affectent l'atmosphère, les océans, les forêts, la biosphère et les régimes de santé. Une part importante du bien-être des sociétés contemporaines se joue en effet au croisement de l'économique et du médical, du sanitaire et du social. Or le basculement de nos sociétés dans l'ère de la compétition et de la déréglementation généralisée ne met pas seulement en péril notre santé, mais aussi notre environnement. Afin qu'elle soit à l'écoute des grands enjeux du XXI^e siècle et qu'elle puisse répondre aux grands défis contemporains, la démocratie doit être repensée à l'aune de la durabilité écologique de nos sociétés, du cycle de vie de nos milieux naturels, de l'épuisement des ressources biotiques et abiotiques et de l'effet de ces processus sur la situation sanitaire planétaire. Face à ces grandes ruptures, il est plus que jamais nécessaire de revaloriser les communs, de changer nos modes d'appropriation du monde et de réapprendre à penser ensemble les conditions de la survie et de la santé de tous et de toutes.

Modératrice : Sabrina Kamili (France/Maroc)

Intervenant.e.s :

Stéphanie Leyronas (France)

Agence Française de Développement

Fred Eboko (France/Cameroun)

Institut de Recherche pour le Développement – Côte d'Ivoire

Conseil d'administration, Fondation de l'innovation pour la démocratie

Jacques Jonathan Nyemb (Cameroun)

Avocat et co-fondateur du Think Tank The Okwelians

15 : 30 – 16 : 30

PANEL 6

Réconcilier la démocratie et l'économie passe par la formation (60min)

Il n'y aura pas de démocratie en Afrique sans reconstruction intellectuelle. Par ailleurs, l'innovation démocratique passera par une meilleure prise en compte des savoirs, des mémoires et des pratiques ancrées dans le temps long des sociétés et des institutions. Le financement des projets doit donc être accompagné par la production de pensées originales susceptibles de régénérer les pratiques politiques, les arts et la culture. Il en est de même du développement d'outils pédagogiques neufs, de la diffusion de savoir-faire inspirants, et des pratiques de terrain et des chantiers du quotidien. Par la formation, il est en effet possible de convertir le désir de changement incarné ou non dans les pratiques protestataires ou de résistance en énergie de la transformation sociale. Une telle formation aurait alors pour vocation d'ouvrir des possibles et de donner envie d'agir. Dans ce contexte, apprendre, ce serait aussi composer, convoquer des publics, faire réseaux, faire communauté, la communauté des apprenants, aux fins de mieux peser, ensemble, sur les multiples genèses en cours.

Modérateur : Fred Eboko (France/Cameroun)

Intervenant.e.s:

Sarah Marniesse (France)

Labo Nord, Fondation de l'innovation pour la démocratie

Zacharia Tientore (Burkina Faso)

Directeur Institut Africain de Management

Ifrikia Kengue (Congo-Brazzaville / Burkina-Faso)

Journaliste, co-fondatrice de la Ifrikiamag, spécialiste du journalisme mobile

16:30 - 16:45

Pause-café

16 : 45 – 17 : 30

CONFERENCE 7

Patrimoine, mémoire et restitution au service de la démocratie (45 min)

Les transitions numériques et environnementales transforment profondément les modes de conception, de production et d'appropriation aussi bien des arts que de la culture. Partout sur le continent en ce début de siècle, les rapports art et société sont en pleine reconfiguration. De nouveaux modèles de gestion des lieux culturels se cherchent. Des formes artistiques inédites émergent. Un nouvel âge de la création expressive se profile à l'horizon, parfois en l'absence de politiques culturelles dignes de ce nom. De nouveaux auteurs se lèvent, de nouvelles œuvres naissent. Ce bouillonnement peut-il être canalisé au service de l'engagement civique et de la démocratie ? A quelles conditions ?

Modérateur : Achille Mbembe (Cameroun)

Intervenante : Françoise Remarck (Côte d'Ivoire), *Ministre ivoirienne de la culture et de la Francophonie*

17 : 30 – 18 : 00

CARTE BLANCHE

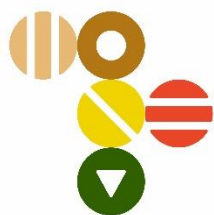
La création artistique a-t-elle une place dans la réinvention de la démocratie ? (30 min)

Avec **Jean Servais**, *designer, ébéniste et sculpteur*

18 : 00 – 18 : 30

SEANCE DE CLOTURE

Publication de l'appel à projets pour le financement d'initiatives démocratiques



**FONDATION
DE L'INNOVATION
POUR LA DÉMOCRATIE**